

Rapport annuel
Annual report

2017





Rapport annuel
Annual report

Le Club de Paris est un groupe informel de **vingt-deux pays créanciers**¹ dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux problèmes de soutenabilité de la dette dans les pays en développement. Depuis sa création en 1956, le Club de Paris a réalisé avec succès **433 traitements de dettes** avec **90 pays emprunteurs**, couvrant plus de **583 milliards de dollars**, ce qui en fait « **le principal forum de restructuration de la dette bilatérale officielle** » (communiqués G20 : Hangzhou, septembre 2016 et Buenos Aires, mars 2018).

Le Club de Paris est traditionnellement présidé par le Directeur du Trésor français. Ses proches collaborateurs assument respectivement les fonctions de Co-Président et Vice-Président du Club de Paris. Un **Secrétariat** permanent composé de fonctionnaires du Trésor français a pour mission de préparer les discussions au sein de Club, ainsi que les négociations avec les pays emprunteurs.

Comment fonctionne le Club de Paris ?

Le rôle principal du Club de Paris est d'assurer le recouvrement des créances officielles et la coordination des créanciers publics lors des restructurations de dettes.

Lorsqu'un pays emprunteur n'est pas en mesure de faire face à ses engagements, il peut solliciter un traitement de sa dette auprès du Club de Paris. **Le Club de Paris négocie la restructuration de la dette des pays emprunteurs qui sont**

engagés dans la mise en œuvre des réformes visant à rétablir leur situation économique et financière et qui ont démontré un historique satisfaisant de mise en œuvre de réformes dans le cadre d'un programme avec le Fonds Monétaire International (FMI). Le pays emprunteur doit par conséquent disposer d'un programme assorti de conditionnalités appropriées avec le FMI. Des représentants des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) participent aux réunions du Club de Paris en qualité d'observateurs.

Outre les négociations de traitement de dette avec des pays emprunteurs, les créanciers officiels du Club de Paris se réunissent régulièrement à Paris pour discuter de la situation des pays débiteurs en matière d'endettement extérieur, des évolutions en matière d'endettement souverain ou pour traiter des questions méthodologiques relatives à la dette souveraine (**réunions « Tour d'Horizon »**). Afin d'encourager un dialogue franc et ouvert et des discussions productives, la confidentialité entre créanciers est essentielle.

Le fondement de l'action du Club de Paris repose sur **six principes**, que les créanciers s'engagent à respecter en toute circonstance afin de préserver l'efficacité et la cohérence de leur action collective vis-à-vis des pays emprunteurs et des autres créanciers.

(1) Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse

Quel est le rôle du Club de Paris ?

Overview of the Paris Club

The Paris Club is an informal group of **22 official creditors**¹. Its role is to find coordinated, orderly and sustainable solutions to debt sustainability challenges in developing countries. Since its creation in 1956, the Paris Club has successfully implemented **433 debt treatments**, covering **90 borrowing countries** and total credits of over **USD 583 billion**, making it **“the principal forum for restructuring official bilateral debt”** (G20 Communiqués, Hangzhou, September 2016 and Buenos Aires, March 2018).

The Chair of the Paris Club is traditionally the head of the French Treasury. Its deputies serve as Co-Chairman and Vice-Chairman. A permanent **Secretariat** run by a team of French Treasury officials ensures the proper functioning of the Club and prepares discussions and negotiations.

How does the Paris Club work?

The primary role of the Paris Club is to ensure the recovery of official claims and the coordination of official creditors in debt restructurings.

When a borrowing country is unable to meet its debt redemptions, it can request a debt treatment from the Paris Club. **The Paris Club negotiates debt restructurings with**

borrowing countries that show credible commitment to restore their economic and financial situation and have demonstrated a track record of implementing reforms under an International Monetary Fund (IMF) program. This means that the country must have a current program supported by an appropriate arrangement with the IMF. Representatives of international financial institutions (IMF and World Bank) attend Paris Club sessions as observers.

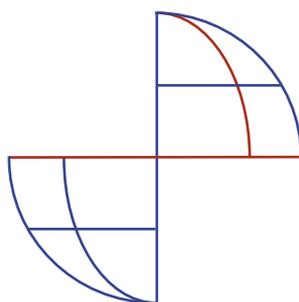
In addition to undertaking debt treatment negotiations with borrowing countries, Paris Club members meet regularly in Paris to discuss the external debt situation of specific borrowers, analyze emerging trends in debt markets and tackle methodological issues regarding sovereign debt (**“Tour d'Horizon” meetings**). In order for discussions to remain productive, and allow frank dialogue, confidentiality between creditors is preserved.

The Paris Club operates on the basis of **six principles**, which creditors agree to respect at all times in order to ensure maximum efficiency of their collective action vis-à-vis borrowing countries and other creditors.

(1) Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Israel, Italy, Japan, Korea, the Netherlands, Norway, Russian Federation, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America

Les six principes sur lesquels repose l'activité du Club de Paris

Solidarité entre les créanciers	Dans le cadre de leurs négociations avec un pays endetté, tous les membres du Club de Paris conviennent d'agir en tant que groupe et sont sensibles aux répercussions que la gestion de leurs propres créances est susceptible d'avoir sur les créances d'autres membres.
Consensus	Aucune décision ne peut être prise au sein du Club de Paris si elle ne reflète pas un consensus des pays créanciers participants.
Partage d'informations	Le Club de Paris est un forum unique d'échange d'informations. Les membres du Club de Paris partagent régulièrement les informations et leurs points de vue sur la situation des pays débiteurs, bénéficient de la participation du FMI et de la Banque mondiale et partagent des données sur leurs créances sur une base réciproque. Pour que les discussions soient efficaces, les délibérations sont confidentielles.
Décisions au cas par cas	Le Club de Paris prend ses décisions au cas par cas de façon à s'adapter en permanence à la situation particulière de chaque pays débiteur. Ce principe a été renforcé dans le cadre de l'approche d'Evian.
Conditionnalité	Le Club de Paris négocie une restructuration de dette avec un pays débiteur seulement lorsque : <ul style="list-style-type: none"> – il y a un besoin d'allègement de dette. Le pays débiteur doit fournir une description détaillée de sa situation économique et financière, – le pays débiteur a mis en œuvre et s'engage à mettre en œuvre les réformes pour restaurer sa situation économique et financière, et – le pays débiteur a démontré un historique satisfaisant de mise en œuvre de réformes dans le cadre d'un programme avec le FMI.
Comparabilité de traitement	Le pays débiteur qui signe un accord avec ses créanciers du Club de Paris s'engage à ne pas accepter de ses créanciers non membres du Club de Paris, un traitement de sa dette selon des termes moins favorables pour lui que ceux agréés dans le cadre du Club de Paris.



The six principles underlying Paris Club Agreements

Solidarity among creditors	All members of the Paris Club agree to act as a group in their dealings with a given debtor country and to be sensitive to the effect that the management of their particular claims may have on the claims of other members.
Consensus	Paris Club decisions cannot be taken without a consensus among the participating creditor countries.
Information sharing	The Paris Club is a unique information-sharing forum. Paris Club members regularly share views and information with each other on the situation of debtor countries, benefit from participation by the IMF and World Bank, and share data on their claims on a reciprocal basis. In order for discussions to remain productive, deliberations are kept confidential.
Case by case	The Paris Club makes decisions on a case-by-case basis in order to tailor its actions to each debtor country's individual situation. This principle was consolidated by the Evian Approach.
Conditionality	The Paris Club only negotiates debt restructurings with debtor countries that: <ul style="list-style-type: none"> – need debt relief. Debtor countries are expected to provide a precise description of their economic and financial situation, – have implemented and are committed to implementing reforms to restore their economic and financial situation, and – have a demonstrated track record of implementing reforms under an IMF program.
Comparability of treatment	A debtor country that signs an agreement with its Paris Club creditors should not accept from its non-Paris Club bilateral or commercial creditors terms of treatment of its debt less favorable to the debtor than those agreed with the Paris Club.

Quel est l'intérêt pour un créancier officiel de devenir membre du Club de Paris ?

Le Club de Paris repose sur l'idée que les crises de dette souveraine peuvent être résolues plus efficacement grâce à une coordination étroite d'une part entre les créanciers et d'autre part, entre les créanciers et les emprunteurs. Le Club fournit ainsi aux créanciers une enceinte de dialogue et de partage d'informations sur les sujets de dette souveraine, avec l'appui technique du FMI et de la Banque mondiale en tant qu'observateurs, qui peut aider dans la définition de la politique de prêts, renforce l'architecture financière internationale et permet de prévenir les crises de dette souveraine dans les pays en développement. Il joue également un rôle déterminant pour faciliter la réussite des programmes de réformes économiques du FMI.

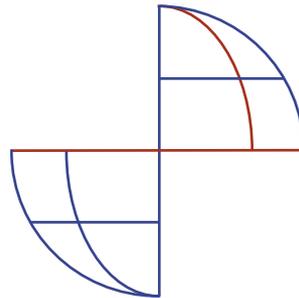
Les pays créanciers souhaitant rejoindre le Club de Paris peuvent opter pour différents statuts. Ils peuvent ainsi participer dans un premier temps aux travaux du Club de manière ad hoc. Ce statut leur permet de participer à certaines discussions lors des réunions

avec les autres membres du Club, ainsi qu'aux négociations avec les pays emprunteurs sur lesquels ils détiennent des créances.

En participant à la négociation d'un traitement de dette avec le Club de Paris, les créanciers officiels peuvent peser sur les termes et les conditions du traitement de dette, plutôt que de devoir se conformer ex post à ces conditions, sans avoir été associés en amont². Les pays emprunteurs bénéficient également de cette coordination entre leurs créanciers, dans la mesure où ils évitent de mener des négociations parallèles.

Enfin, devenir membre du Club de Paris confirme le statut de partenaire financier d'un pays vis-à-vis des autres membres de la communauté internationale, en collaboration étroite avec le FMI et la Banque mondiale.

(2) Dans le cadre du principe de la comparabilité de traitement, un pays emprunteur qui signe un accord avec le Club de Paris s'engage à ne pas accepter de la part de ses autres créanciers un traitement à des conditions moins favorables que celles qu'il a négociées avec le Club de Paris



Why should an official creditor become a member of the Paris Club?

The Paris Club was founded on the view that international debt problems can be solved more efficiently when there is close coordination among creditors as well as between creditor and debtor countries. The Club provides a forum for regular information sharing and updates on various debt situations, among sovereigns and with the IMF and the World Bank as observers, that can help shape lending decisions, strengthen the international financial architecture and ensure timely prevention of debt crisis in developing countries. The Paris Club also plays an instrumental role in facilitating input and the support of official donors into IMF programs.

Differentiated association status can be pursued by interested creditor countries. As a first step, these countries can join the Paris Club as "ad hoc members". This status allows them to participate, upon invitation, to some discussions during Paris

Club meetings and to Paris Club negotiations with a given borrowing country.

Participating in Paris Club "debt workouts" allows creditor countries to weigh upon the terms of treatment, by shaping the Paris Club consensus during the negotiation with the borrowing country, instead of having to comply ex post with terms that have been defined without their input². Debtor countries also benefit from such coordination of creditors that are committed to sustainable lending, as they do not have to manage parallel discussions with different creditors.

Becoming a Paris Club member confirm a country's position as an active financial partner to other members of the international community, in close interaction with the IMF and the World Bank.

(2) through the comparability of treatment principle, a debtor country that signs an agreement with its Paris Club creditors should not accept from its other creditors terms of treatment less favorable to the debtor than those agreed with the Paris Club

Les représentants des États membres et le Secrétariat du Club de Paris



The representatives of Paris Club's Member States and the Paris Club Secretariat

Le Co-Président et le Secrétariat du Club de Paris



The Co-Chairman and the Paris Club Secretariat

Avant-propos	8
Faits marquants en 2017	12
Partie I – Comment assurer un financement soutenable et prévenir une hausse excessive de la dette dans les pays à faible revenu ?	14
– Contribution de Jan Walliser , Vice-Président, Croissance équitable, Finance et Institutions, Banque mondiale	
– Contribution d’ Amadou Sanneh , Ministre des Finances, Gambie	
– Contribution d’ Abdoulaye Barh Bachar , Directeur Général, Ministère des Finances et du Budget, Tchad	
– Contribution de YI Gang , Gouverneur, Banque Populaire de Chine	
Partie II – La transparence et le partage de l’information au coeur du travail du Club de Paris	24
– Contribution de Martin Mühleisen , Directeur du département de la Stratégie, des Politiques et de l’Évaluation, Fonds Monétaire International	
Partie III – Le Club de Paris s’engage avec le secteur privé dans la promotion d’un financement soutenable	30
– Contribution de Hung Tran , Directeur Général, Institut de Finance Internationale	
Partie IV – Première conférence régionale en Namibie : un nouveau format pour promouvoir les bonnes pratiques	34
ANNEXE	36
Montants dus aux pays créanciers membres du Club de Paris par les États et autres emprunteurs publics étrangers au 31 décembre 2017	
<i>Nota bene : Sauf indication expresse (contributions de tiers), ce rapport reflète les opinions du Club de Paris. Le Club de Paris ne garantit ni l’exactitude, ni la fiabilité des informations fournies par les tiers.</i>	

SOMMAIRE

SUMMARY

Foreword	8
Key events in 2017	12
Part I – How to ensure sustainable financing and prevent excessive rising debt in low income countries?	14
– Contribution by Jan Walliser , Vice President of Global Practices for Equitable Growth, Finance, and Institutions, World Bank	
– Contribution by Amadou Sanneh , Minister of Finance, The Gambia	
– Contribution by Abdoulaye Barh Bachar , General Director of the Ministry of Finance and Budget, Chad	
– Contribution by YI Gang , Governor, People’s Bank of China	
Part II – Transparency and information sharing at the heart of the Paris Club work	24
– Contribution by Martin Mühleisen , Director of the Strategy, Policy, and Review Department, International Monetary Fund	
Part III – The Paris Club engages with the private sector to promote sustainable financing	30
– Contribution from Hung Tran , Executive Managing Director, Institute of International Finance	
Part IV – First regional conference in Namibia: a new format to promote good practices	34
ANNEX	36
Amounts due to Paris Club creditor countries by foreign sovereign and other public debtors as of 31 December 2017	
<i>Nota bene: Except where expressly stated (third parties’ contributions), this report represents the views of the Paris Club. The Paris Club does not endorse the accuracy or reliability of any information provided by third parties.</i>	

L'année 2017 a été, encore une fois, dense pour le Club de Paris qui a démontré le rôle décisif qu'il a à jouer dans les questions de dette souveraine. Face à un paysage de la dette devenu plus complexe avec l'émergence de nouveaux créanciers et de nouveaux instruments de dette, le Club de Paris demeure un outil indispensable de coordination et de partage d'informations entre les créanciers souverains. Avec son corollaire, le Forum de Paris, enceinte de discussions libres et directes entre pays prêteurs et emprunteurs, le Club de Paris a œuvré cette année encore pour faire progresser les bonnes pratiques en matière d'endettement soutenable.

L'augmentation du niveau de la dette dans un nombre croissant de pays à faible revenu est en effet devenue une source d'inquiétude au sein de la communauté financière. Plusieurs pays ayant bénéficié il y a peu d'allègement de dette quasi intégral sont aujourd'hui en situation de défaut, ce qui interroge la communauté internationale sur les remèdes à long terme permettant de s'assurer de la soutenabilité des pratiques d'endettement.

2017 a marqué une étape importante dans le renforcement de l'architecture financière internationale. En parallèle du Forum de Paris, le Club de Paris a œuvré pour diffuser des meilleures pratiques en terme de financement soutenable.

Le développement de pratiques de financement soutenable est devenu une priorité de l'agenda international et l'adoption **des principes opérationnels du G20 pour le financement soutenable** en mars 2017 a ainsi constitué une étape clé. Le Club de Paris a joué un rôle important dans ce cadre, la réflexion sur l'élaboration de tels principes ayant été lancée par le Forum de Paris en novembre 2016.

Malgré ces efforts collectifs, les vulnérabilités demeurent importantes. C'est pourquoi face à cette situation, les pays du G20 ont appelé en mars 2018 à « une plus grande transparence [de la dette] tant du côté des créanciers que des emprunteurs ». Des pratiques plus vertueuses d'endettement sont en effet nécessaires pour éviter de futures crises. Dans ce cadre, une meilleure évaluation de la dette publique constitue un élément essentiel pour mieux prévenir de nouveaux épisodes de surendettement. Comme l'évoque **Martin Mülheisen**, Directeur du département de la Stratégie, des Politiques et de l'Évaluation au Fonds Monétaire International (FMI), le Club de Paris constitue le principal forum international de partage d'informations sur les prêts bilatéraux officiels et sur les restructurations de dettes souveraines. L'évolution du paysage de la dette, avec l'émergence de

AVANT-PROPOS

FOREWORD

The Paris Club had another very active year in 2017, continuing to play a decisive role in sovereign debt issues. In an evolving creditor and debt instrument landscape the Paris Club remains an essential forum for coordination of, and exchange of information between sovereign creditors. With the associated Paris Forum, a broad arena for free and direct discussions between sovereign borrowers and creditors, the Paris Club devoted considerable effort and energy to enhancing best practices in favor of sustainable financing.

The rising debt levels in many low-income countries are deeply worrying for the international financial community. Many countries that previously benefited from debt relief are entering debt distress again, starkly highlighting the need for long-term solutions to ensure sustainable financing practices.

The past year has seen concrete action taken to improve the international financial architecture in this regard. Together with the Paris Forum, the Paris Club has been working to enhance best practice around sustainable financing. The development and implementation of sustainable financing

practices has become a priority on the international agenda, especially following the adoption of the G20 Operational Guidelines for Sustainable Financing in March 2017. The Guidelines were formed partly from discussions at the November 2016 Paris Forum, demonstrating the value of that broad group.

Despite these collective efforts, significant vulnerabilities remain. This was noted by the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors when they called, in March 2018, for “greater [debt] transparency, both on the side of debtors and creditors”. Future debt crises will only be avoided if more sustainable financing practices are adopted. As stated by **Martin Mülheisen**, Director of the Strategy, Policy and Review Department of the International Monetary Fund (IMF), the Paris Club constitutes “the principal standing international forum for sharing information on official bilateral lending and for restructuring official bilateral debt”. The evolving sovereign debt landscape, with new creditors and new instruments, makes it harder than ever to ensure adequate debt transparency. In this regard, a better assessment of public and publicly guaranteed debt is key

nouveaux créanciers et de nouveaux instruments de dette constitue aujourd'hui un défi pour s'assurer d'une bonne transparence de la dette. C'est pourquoi un renforcement des actions sur ce thème est essentiel.

Tous les créanciers – qu'ils soient officiels comme privés – doivent prendre conscience de leur responsabilité partagée. Notre relation de long terme avec l'IIF (*Institute of International Finance*) est à cet égard précieuse et nous permet de dialoguer étroitement avec les prêteurs privés sur les nouveaux risques mais également sur les moyens de les endiguer. Cet échange, conduit depuis maintenant 17 ans – et dans lequel l'engagement de **Hung Tran**, le Directeur Général exécutif de l'IIF doit être salué – est d'autant plus important que la part des créanciers privés, notamment obligataires, dans l'endettement des pays en développement augmente. Une mobilisation collective en faveur d'une plus grande transparence et soutenabilité de la dette est importante et cet objectif commun sera poursuivi tout au long de l'année 2018.

Ces pratiques d'endettement plus responsables incombent également bien entendu aux pays emprunteurs mais elles ne sont toutefois pas chose aisée pour les pays

en développement qui peuvent souffrir d'un manque de moyens. Comme nous le rappelle **Jan Walliser**, Vice-Président des pratiques mondiales pour la croissance équitable, les finances et les institutions, à la Banque mondiale, le rôle de l'assistance technique dans la gestion de la dette est primordial. La Facilité de gestion de la dette déployée par la Banque mondiale, en partenariat avec le FMI, a ainsi mené depuis 2008 plus de 250 missions d'assistance technique, dans plus de 75 pays. Les enjeux de formation demeurent toutefois importants notamment en matière d'évaluation et de suivi des engagements contingents, comme les garanties publiques ou la dette des entreprises publiques.

Ces différentes questions ont toutes été abordées, dans un esprit d'échange et d'ouverture, lors de la conférence annuelle du Forum de Paris en novembre 2017 à l'occasion de laquelle les nouvelles tendances dans le paysage de la dette souveraine mais également des questions plus spécifiques ont pu être discutées. Ainsi, le rôle de l'assistance technique pour améliorer la gestion de la dette publique des pays en développement a donné lieu à des échanges nourris. L'expérience du Tchad a pu être partagée avec l'intervention **d'Abdoulaye Barh Bachar**,



Odile Renaud-Basso
Présidente du Club de Paris
Paris Club Chairperson

to preventing a new cycle of over-indebtedness. This is why more concrete actions are needed on this front.

All creditors, whether official or private, share a common responsibility to lend in a responsible and sustainable way. The Paris Club has a valuable long-term relationship with the Institute of International Finance (IIF). This enables us to engage closely with private creditors on emerging trends and risks – and work together on possible solutions to mitigate them. **Hung Tran**, Executive Managing Director of the IIF, deserves personal praise for these exchanges, which were established over 17 years ago. They are becoming even more important as the share of commercial claims, particularly bonds, in developing countries' external debt is on the rise. A collective mobilization to achieve greater debt transparency and sustainability is vital and this shared objective will be pursued throughout 2018 and beyond.

Borrowing countries of course also have a responsibility to act to ensure their own debt sustainability, and be transparent around their lending. This task can be challenging, however, given capacity and capability requirements in

some debt management offices in developing countries. **Jan Walliser**, Vice President for Equitable Growth, Finance and Institutions at the World Bank, has emphasized the importance of technical assistance in debt management. The World Bank, in partnership with the IMF, will continue to help address this issue through its Debt Management Facility (DMF). The DMF has supported the deployment of over 250 technical assistance missions since 2008, in more than 75 countries. It is important that capacity building is prioritized, especially work to better assess and monitor contingent liabilities – whether public guarantees or state-owned enterprises' debt.

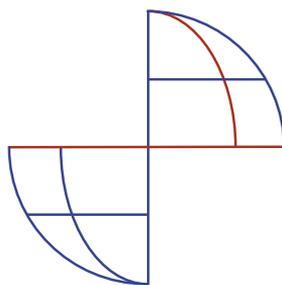
The November 2017 Paris Forum was an excellent opportunity to discuss all these issues in an open and frank way. The Forum explored both new general trends in sovereign debt as well as more technical topics. In particular, the role of technical assistance to improve sovereign debt management in developing countries generated lively debate. **Abdoulaye Barh Bachar**, General Director of the Ministry of Finance and Budget in Chad, shared his country's experience. His presentation enabled

Directeur Général au Ministère des Finances et du Budget, synthétisée dans ce rapport annuel, qui a notamment permis de mieux faire comprendre les défis qui se sont imposés au Tchad et la façon dont ils ont pu être appréhendés, notamment grâce à l'assistance technique. La question de la soutenabilité de la dette et des défis qui se posent à elle dans le cas de la Gambie a également pu y être exposée. Face à une trajectoire de dette difficilement soutenable, la Gambie doit aujourd'hui faire appel à la communauté internationale pour restaurer sa situation financière et financer une croissance durable. Je tiens à remercier à cet égard **Amadou Sanneh**, Ministre des Finances, pour sa contribution à ce rapport annuel.

La promotion de pratiques de financement soutenable vise à s'assurer des conditions de financement d'une croissance durable. Cette croissance ne peut faire abstraction des impératifs environnementaux qui s'imposent à nous. C'est pourquoi le développement de nouveaux instruments de dette « verts » est prometteur.

Le Gouverneur de la Banque Populaire de Chine, **Yi Gang**, a notamment expliqué le rôle de la finance verte dans la stratégie nationale de développement de la Chine lors de la dernière conférence annuelle du Forum de Paris. Toutefois, compte tenu de la faible proportion de tels instruments de dette dans l'endettement souverain aujourd'hui, une coopération et une mobilisation de tous les acteurs demeurent essentielles.

Enfin, l'année 2017 a constitué un tournant dans le développement du Forum de Paris avec, pour la première fois, l'organisation d'une conférence régionale en Afrique australe sur le thème du financement soutenable. Plus de 10 pays et 6 organisations internationales y ont pris part. Ce nouveau format a démontré toute sa pertinence pour permettre des échanges francs et directs entre pays prêteurs et emprunteurs sur des questions régionales spécifiques d'endettement souverain. Il sera poursuivi en 2018. ●



participants to better understand the challenges Chad faced and the way they have been overcome, in particular via technical assistance. Gambia also presented on issues of debt sustainability and its challenges. Confronted with a debt sustainability on a knife-edge, the Gambia called for the help of the international community to restore its financial situation and achieve sustainable growth. I wish to thank **Amadou Sanneh**, Minister of Finance, for his contribution to this annual report.

Sustainable financing practices must also include consideration of environmental and climate challenges. The development of new green financing instruments constitutes a promising avenue. The Governor of the People's Bank of China, **Yi Gang**, explained the role of green finance in the national development strategy

of China during the last annual conference of the Paris Forum. Given the small proportion of green finance in sovereign financing, strong cooperation and mobilization of all stakeholders will be crucial.

Last but not least, 2017 has been a decisive year for the Paris Forum that developed new format of conferences with the organization of its very first regional conference in Southern Africa, devoted to sustainable financing. More than 10 countries and 6 international organizations gathered in Namibia to discuss these issues. This new format was a success, with open and frank discussions among sovereign lenders and borrowers on specific regional issues. A similar regional conference will be organized in 2018. ●



20 avril ● Atelier du Forum de Paris à l'occasion des Assemblées de Printemps du FMI et de la Banque mondiale

21 juin ● Réunion annuelle du Club de Paris avec le secteur privé, en association avec l'Institut de Finance Internationale (IIF)

16 novembre ● 5^e Conférence du Forum de Paris – *Nouvelles tendances dans le paysage de la dette souveraine : comment promouvoir un développement durable ?*

8 décembre ● Première conférence régionale du Forum de Paris en Namibie – *Financement soutenable et gestion de la dette en Afrique australe*

Faits marquants en 2017

Key events in 2017

April 20 ● Paris Forum Workshop at the IMF and World Bank Spring Meetings

June 21 ● Annual meeting with representatives of the private sector, in association with the Institute of International Finance (IIF)

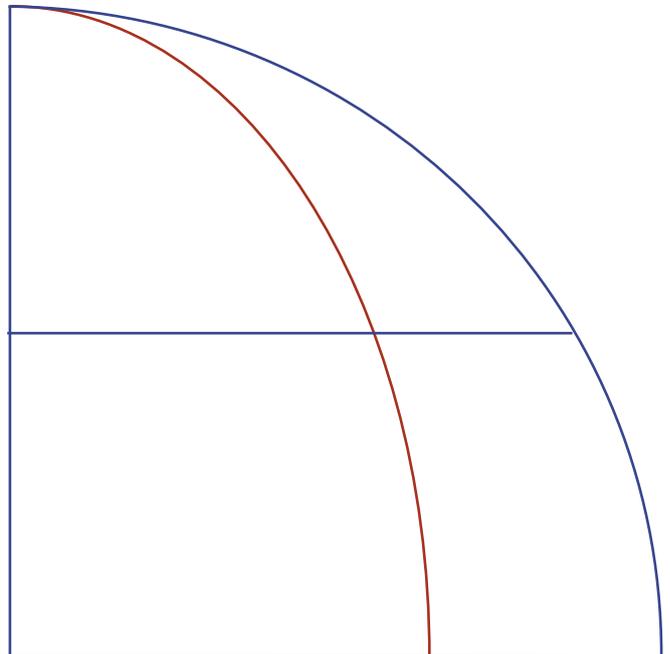
November 16 ● 5th Conference of the Paris Forum – *New trends in sovereign debt: how to promote a sustainable development?*

December 8 ● First Paris Forum regional conference in Namibia – *Sustainable financing and debt management in Southern Africa*



Partie I

**Comment assurer
un financement
soutenable et
prévenir une
hausse excessive
de la dette dans
les pays à faible
revenu ?**



Part I

**How to ensure
sustainable
financing
and prevent
excessive
rising debt in
low income
countries?**

Dans les années récentes, la composition de la dette des pays à faible revenu a évolué et de nouveaux créanciers privés et officiels sont apparus, ainsi que de nouveaux instruments de dette.

Selon le FMI, les niveaux de la dette publique et du service de la dette ont augmenté dans un large éventail de pays en développement à faible revenu (PFR) depuis fin 2013. L'augmentation de la dette a conduit à une vulnérabilité accrue de nombreux pays. Alors que ces vulnérabilités restent contenues dans la majorité des PFR, environ 40 % d'entre eux font face à des défis significatifs liés à la dette, contre 21 % en 2013. En outre, le nouveau paysage de la dette souveraine renforce la nécessité d'une meilleure coopération entre les créanciers officiels et privés ainsi qu'avec les emprunteurs, l'environnement de restructuration de la dette devenant plus complexe.

L'un des aspects clés de cette coopération est la reconnaissance du fait que les pays prêteurs et emprunteurs partagent la responsabilité de la préservation de la soutenabilité de la dette d'un pays. Ainsi, le G20 a adopté en mars 2017 un ensemble de règles opérationnelles de financement soutenable afin de promouvoir des pratiques d'endettement durable, centrées sur l'amélioration de la transparence des informations, le respect des plafonds d'endettement, le renforcement du dialogue et la coordination entre les différents acteurs, ainsi qu'un meilleur sens des responsabilités, partagées entre les prêteurs et les emprunteurs. Le Club de Paris a activement contribué à l'élaboration des principes adoptés dans le cadre de cette initiative en 2017 et participera à sa mise en œuvre concrète dans les années à venir. ●



In recent years, new private and official creditors have emerged, as have new debt instruments to finance development.

According to the IMF, public debt and debt service levels have risen across a wide range of LICs (Low Income Countries) since end-2013. Rising debt levels have led to increased debt vulnerabilities in many countries. While debt vulnerabilities remain contained in the majority of LICs, around 40 percent of them now face significant debt-related challenges, up from 21 percent in 2013. What's more, the current landscape of sovereign debt underlines a need for better cooperation and transparency between official and private creditors and debtors, as the debt restructuring environment becomes more complex.

One of the key aspects of this cooperation is the recognition that borrowing countries and creditors have a shared responsibility in maintaining a country on a sustainable debt path. The G20 adopted in March 2017 Operational Guidelines for Sustainable Financing aimed at promoting sound and sustainable borrowing and lending practices, such as more transparency, consistency with debt limits policies, enhanced dialogue and coordination between stakeholders, as well as greater sense of responsibility, shared by debtors and creditors. The Paris Club actively contributed to the design of these principles and will strongly support their implementation in the next years. ●

Adapter la gestion de la dette des pays à faible revenu aux nouveaux enjeux

Une gestion efficace et prudente de la dette atténue les fragilités financières, contribue à la stabilité macroéconomique et favorise la soutenabilité de la dette. À l'heure où les niveaux de dette publique et les fragilités augmentent dans les pays à faible revenu, la gestion de la dette publique devient un enjeu plus important que jamais. Ces dernières années, de nombreux pays à faible revenu ont diversifié leurs instruments de financement, notamment en émettant des obligations sur les marchés financiers domestique et international et, dans certains cas, en souscrivant des prêts adossés à des ressources naturelles. Dans d'autres pays, les emprunts n'apparaissent plus dans le budget de l'État, ces derniers étant souscrits par des entreprises publiques, soit directement soit avec des garanties. Les besoins de financement ont augmenté. Il est absolument essentiel que les gestionnaires de la dette disposent d'outils, de cadres de référence et d'une assistance technique personnalisée

pour évaluer de manière indépendante les conséquences économiques et financières des solutions de financement qu'ils choisissent, afin de prendre des décisions éclairées et d'éviter des erreurs coûteuses.

Depuis 2008, grâce à son outil de Facilité de Gestion de la Dette (FGD) établi en partenariat avec le FMI, la Banque mondiale a permis d'améliorer les pratiques de gestion de la dette, de renforcer les accords institutionnels et d'accroître la transparence et le reporting des données de dette dans les pays les plus pauvres de la planète. Grâce au fonds fiduciaire de la FGD, plus de 250 missions d'assistance technique ont été réalisées dans plus de 75 pays, et plus de 600 experts nationaux ont été formés. Des avancées notables ont été enregistrées : aujourd'hui, davantage de pays élaborent et publient leurs stratégies de gestion de leur dette ; la qualité des reportings de données de dette s'est améliorée, ainsi que l'organisation des services chargés de gérer la dette. Enfin, plusieurs pays ont renforcé leur cadre juridique et amélioré leur gestion des risques opérationnels.

Contribution de **Contribution from**

Adapting debt management in lower income countries to new challenges

Effective and prudent debt management helps to reduce financial vulnerabilities, contributes to macroeconomic stability and supports debt sustainability. As public debt levels and vulnerabilities are increasing in low-income countries (LICs), public debt management becomes even more important. In recent years, many LICs have expanded their range of borrowing instruments, including international and local bonds, and, in some cases, financing through resource backed loans; in others, financing has moved off budget by borrowing through SOEs, directly or with guarantees. Financing needs have increased. It is critical that debt managers have tools, frameworks and tailored technical assistance available to assess the economic and financial implications of their borrowing options independently to make informed decisions and avoid costly mistakes.

Since 2008, the World Bank Group has helped improve debt management practices, strengthen institutional arrangements, and increase transparency and coverage of debt data in the poorest countries of the world under the Debt Management Facility (DMF) – in partnership with the IMF. The DMF Trust Fund supported the deployment of over 250 technical assistance missions in more than 75 countries and trained over 600 client practitioners. Progress has been noteworthy: today, more countries prepare and publish debt management strategies; the quality of debt records has improved and many debt management offices are well structured. Several countries have strengthened their legal frameworks and improved operational risk management.

Yet, this is no time for complacency. Strong investor appetite for yield has been a boon for LICs in need of financial resources, but at the same time, it has significantly increased future roll-over risks. The assessment and

Pour autant, il faut se garder de tout triomphalisme. Certes, la soif de rendement des investisseurs a été une aubaine pour les pays à faible revenu en quête de ressources financières, mais elle a, dans le même temps, fortement accru les risques futurs de refinancement. L'évaluation et le suivi des engagements contingents, des garanties d'emprunt et des dettes des entreprises publiques sont devenus des enjeux importants dans les pays à faible revenu et font peser des risques sur la soutenabilité de leur dette. Des efforts supplémentaires doivent être faits pour que ces pays puissent satisfaire leurs besoins de développement d'une manière qui soit à la fois efficace, économique et durable. La gestion de la trésorerie et le développement du marché intérieur sont toujours des domaines dans lesquels les pays à faible revenu obtiennent des résultats insuffisants. Les contrôles sont limités et, malgré certaines avancées, les cadres juridiques restent inappropriés dans de nombreux cas. Les gestionnaires de la dette ne disposent souvent pas des pouvoirs et des moyens nécessaires pour explorer d'autres solutions de financement, avec un meilleur rapport coût-efficacité.

L'assistance technique proposée aux gestionnaires de la dette doit intégrer ces nouveaux enjeux. Ceux-ci ont en effet besoin d'outils leur permettant d'évaluer les conséquences financières d'instruments de dette ou de prêts complexes. Le renforcement de la transparence contribuera à améliorer la responsabilité et à éviter des erreurs coûteuses. Le Club de Paris a un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre de ce programme. ●

Jan Walliser



Vice-Président,
Croissance équitable,
Finance et Institutions,
Banque mondiale

Vice President
for Equitable Growth,
Finance, and Institutions,
World Bank

monitoring of contingent liabilities and debt of state-owned enterprises have emerged as important challenges in LICs and pose risks to debt sustainability. More needs to be done to ensure that countries meet their development needs in a cost-effective and sustainable way. Cash management and domestic market development remain areas in which LICs underperform. Audits are limited and legal frameworks remain – despite improvements – inadequate in many cases. Debt managers often do not have the mandate to explore alternative, more cost-effective financing options.

Debt management technical assistance must respond to these emerging challenges. Debt managers need tools to assess financial implications of complex debt instruments or loans. Increased transparency will build stronger accountability and help avoid costly mistakes. The Paris Club can play a critical role in this agenda. ●

Un lourd héritage. La gouvernance économique de la Gambie s'est fortement dégradée au cours des années précédant la transition du pays vers la démocratie amorcée début 2017. La discipline budgétaire s'est relâchée et les dérapages des finances publiques sont devenus plus fréquents. Compte tenu de leur gouvernance défaillante, des entreprises publiques de premier plan ont bénéficié d'importants transferts extrabudgétaires de la part de l'État. Ces circonstances, conjuguées à une moindre rentrée de recettes due à des conditions météorologiques défavorables et d'autres chocs extérieurs, ont conduit au creusement du déficit budgétaire qui s'est maintenu à un niveau élevé pendant presque toute la période considérée. L'ampleur du déficit budgétaire ainsi que la diminution du soutien budgétaire octroyé par les partenaires du développement, préoccupés par la gouvernance politique et les résultats macroéconomiques, ont contraint les responsables du régime précédent à emprunter des montants de plus

en plus importants en bons du Trésor à court terme sur le marché domestique. En conséquence, la dette publique intérieure a considérablement augmenté, créant un effet d'éviction au détriment du secteur privé et renchérissant nettement le coût de l'emprunt public et des intérêts correspondants. Au moment de la passation de pouvoirs, la dette publique totale représentait 120 % du PIB et risquait de limiter sérieusement la capacité de la nouvelle administration à faire face aux problèmes de développement urgents dont elle a hérité, notamment le niveau très élevé de la pauvreté associé à une croissance faible et volatile.

Premières réformes fructueuses. Le gouvernement a adopté des mesures fortes et efficaces pour stabiliser l'économie, assainir la gestion des finances publiques en réduisant le risque budgétaire et améliorer la gouvernance des entreprises publiques et la gestion de la dette. Le besoin de financement de l'État a d'ores

Contribution d' Contribution from

A challenging legacy. Economic governance in The Gambia deteriorated markedly in the years before the democratic transfer of power in early 2017. Budget discipline weakened and fiscal slippages became more frequent. Weak governance in key state owned enterprises (SOEs) resulted in large unbudgeted transfers from Government to SOEs. Together with weakened revenue mobilization as a result of adverse weather and other external shocks, the fiscal deficit increased and remained high for most of the period. The combination of high fiscal deficits and declining budget support from development partners concerned about political governance and macroeconomic performance, forced the former regime to borrow increasing amounts in the domestic short-term Treasury Bill market. As a result, domestic public debt increased dramatically, crowding out the private sector and driving up sharply the cost of Government borrowing and interest costs. By the time of the transfer of power, the overall public debt level

had reached 120 percent of GDP, threatening to severely constrain the new administration's ability to address the pressing development problems it inherited, notably the very high level of poverty and low and volatile growth.

Early reform successes. The government has taken strong and successful measures to stabilize the economy, strengthen budget and fiscal risk management, improve SOE governance and enhance debt management. The Government's borrowing requirement has already been drastically reduced. On the back of this decline, the cost of borrowing for the Government has dropped sharply and interest rates, more generally, have eased from the earlier very high levels. Government has also started on the successful implementation of its medium term debt strategy, with successful issues of longer maturity debt to help mitigate the high levels of rollover and interest rate risk in the debt portfolio.

et déjà été fortement réduit, entraînant une baisse sensible du coût de l'emprunt pour les pouvoirs publics et, de manière plus générale, une baisse des taux d'intérêt qui s'établissaient auparavant à des niveaux très élevés. Le gouvernement a également commencé à mettre en œuvre, avec succès, sa stratégie de gestion de la dette à moyen terme, en émettant des titres à échéance plus longue pour contribuer à atténuer l'importance du risque de refinancement et du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la dette.

Défis essentiels à relever. Tout en poursuivant nos efforts de réforme et d'assainissement des finances publiques, nous aurons besoin d'obtenir un allègement de dette substantiel pour pouvoir améliorer la qualité des services publics et financer notre Plan national de développement destiné à stimuler la croissance et à réduire la pauvreté. Dans

cette perspective, nous espérons que nous pourrions mieux tirer parti de l'important pouvoir de mobilisation et de la vaste expertise institutionnelle du Club de Paris. ●

Amadou Sanneh



Ministre des Finances,
Gambie

Minister of Finance,
The Gambia

Major challenges ahead. In addition to continuing our reform and fiscal consolidation efforts, we will need substantial debt relief to be able to deliver better services and finance our National Development Plan to spur growth and reduce poverty. We look forward to taking increased advantage of the Paris Club's strong convening powers and wealth of institutional knowledge as we work towards this objective. ●

L'Assistance technique dans la gestion des finances publiques comme élément de résilience financière des pays émergents et en développement confrontés aux chocs extérieurs

La volatilité des cours des matières premières et la crise économique qui en est résultée, a eu des conséquences néfastes pour les pays en développement. Au Tchad, la gestion récente des finances publiques est marquée par la baisse de ressources de l'Etat due à la chute du cours de pétrole et la pression sécuritaire dans la sous-région créant ainsi un choc humanitaire et environnemental par l'afflux des réfugiés fuyant les exactions. A cela, il convient d'ajouter la dette souveraine gagée sur le pétrole devenue insoutenable.

Dans le cadre de son Plan de Développement 2013-2015, le Tchad a mené d'importantes réformes économiques, financières et structurelles à travers un programme

triennal appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) conclu avec le Fonds Monétaire International en 2013. La mise en œuvre satisfaisante de ce programme a permis au Tchad d'atteindre le Point d'Achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres très Endettés le 28 avril 2015.

Malgré la mise en œuvre satisfaisante du programme post initiative PPTE, des déséquilibres macro-économiques sont encore apparus tant au niveau interne qu'externe matérialisés par des déficits jumeaux préoccupants, une faiblesse de la croissance économique et l'épuisement de réserves de change. La persistance du déficit budgétaire structurel a conduit le Gouvernement à recourir à l'endettement pour financer son déficit budgétaire.

Les partenaires au développement, réunis au sein d'un Comité des Partenaires techniques et financiers (CPTF),

Contribution d' **Contribution from**

Technical assistance in public financial management as an element of financial resilience in emerging and developing countries facing external shocks.

Volatile commodity prices and the resulting economic crisis have had negative consequences for developing countries. In Chad, public financial management has been affected by declining government resources due to the fall-off in oil prices and security pressures in the sub-region, creating a humanitarian and environmental shock caused by the influx of refugees fleeing atrocities. In addition, the collateralized sovereign debt backed by oil has become unsustainable.

As part of its 2013-2015 Development Plan, Chad has carried out major economic, financial and structural reforms through a three-year program with support of the Extended Credit Facility (ECF) granted by the IMF in 2013. As a result of the satisfactory implementation of this program,

on 28 April 2015 Chad reached the completion point under the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative.

Despite satisfactory implementation of the post-HIPC program, macroeconomic imbalances remained, both internally and externally, with worrying twin deficits, low economic growth and depleted foreign exchange reserves. The ongoing structural budget deficit led the Government to use debt to finance its budget deficit.

The development partners, who are members of a Technical and Financial Partners Committee (TFPC), intervene in Chad in a concerted manner. Well aware of the economic crisis, the Government requested a new three-year arrangement, which was approved by the IMF in June 2017. The goal is to stabilize the country's macroeconomic position and boost economic activity.

interviennent au Tchad de manière coordonnée et concertée. Conscient de la situation de crise économique, le Gouvernement a conclu un nouveau programme avec le FMI en juin 2017 avec comme objectif la stabilisation du cadre macroéconomique et la relance de l'activité économique.

En plus du rôle important joué par l'assistance technique dans l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, celle-ci a permis au Tchad de mettre en place un cadre réglementaire de gestion de la dette publique, de mettre en œuvre le cadre harmonisé de la gestion des finances publiques et la mobilisation des appuis budgétaires pour le financement des déficits budgétaires.

De plus, les Partenaires techniques et financiers (PTFs) ont apporté un soutien capital, dans la restructuration de la dette avec *Glencore Energy*.

Malgré une coordination satisfaisante, il faudra déplorer le retard dans la mise en œuvre de l'assistance technique et financière imputable pour l'essentiel aux procédures des différents bailleurs.

Grâce à l'assistance technique et financière, aux appuis budgétaires successifs et la volonté du Gouvernement à reformer la gestion des finances publiques, le pays a pu mieux contenir la crise économique. ●

Abdoulaye Barh Bachar



Directeur Général,
Ministère des Finances
et du Budget, Tchad

General Director,
Ministry of Finance
and Budget, Chad

In addition to the key role that the IMF's technical assistance played in helping Chad reach the completion point under the HIPC initiative, it helped Chad establish a regulatory framework for public debt management, implement the harmonized framework for public financial management and mobilise budget support to finance budget deficits.

Moreover, the technical and financial partners have provided major support in the debt restructuring arrangements with Glencore Energy. In spite of satisfactory coordination, there was a regrettable delay in implementing technical and financial assistance, primarily due to the various donors' procedures.

Thanks to technical and financial assistance, ongoing budgetary support and the Government's commitment to reform its public finance management, Chad was able to better contain the economic crisis. ●

Après des décennies de développement économique rapide, la Chine doit faire face à des enjeux environnementaux et de changement climatique. Dans ce contexte, elle privilégie un financement « vert » de son développement et a ainsi intégré la finance verte dans sa stratégie de développement national. En 2016, elle a publié des « Principes de mise en œuvre d'un système de finance verte en Chine » et a émis plus de 200 milliards de Yuan d'obligations vertes, ce qui représente environ 40 % des émissions totales. De nombreux gouvernements locaux ont mis en place des incitations qui permettent de réduire les coûts de financement des projets environnementaux, et les institutions financières ont développé des produits innovants, tels que les obligations vertes garanties, les titres adossés à des actifs verts (*asset-backed securities*), les assurances vertes et les fonds verts négociés en bourse (*exchange-traded funds*).

La Chine a également dédié des ressources importantes pour faciliter la coopération internationale

sur la finance verte. En 2016, pendant la présidence chinoise du G20, un groupe de travail sur la finance verte, coprésidé par la Banque Populaire de Chine et par la Banque d'Angleterre a ainsi été mis en place. Sept options proposées par ce groupe d'étude ont été intégrées dans le communiqué des dirigeants du G20, lors du sommet de Hangzhou en septembre 2016. En juillet 2017, deux autres options ont été incluses dans le Plan d'Action de Hambourg du G20.

Les signaux de haut niveau envoyés par le G20 ont encouragé plusieurs pays à s'engager davantage pour développer la finance verte, en particulier dans le domaine des obligations vertes. En 2016, les émissions totales d'obligations vertes ont atteint 92 milliards de dollars, soit le double des émissions réalisées en 2015. En 2017, cette croissance devrait se poursuivre et atteindre 50 %. Par ailleurs, de plus en plus de pays, tels que la France, la Pologne et les îles Fidji, ont déjà émis des obligations vertes souveraines.

Contribution de Contribution from

After decades of rapid economic development, China is facing significant pressures on addressing environmental and climate challenges. Against this background, China has emphasized green development in recent years and viewed green finance as part of its national development strategy. In 2016, China released the "Guidelines for Establishing China's Green Financial System" and issued over RMB 200 billion worth of green bonds, accounting for 40% of the global issuance. Many local governments introduced incentives to lower the funding costs of green projects, and financial institutions developed many innovative products, such as covered green bonds, green asset-backed securities (ABSs), green insurance and green exchange-traded funds (ETFs).

China has also devoted significant resources to facilitating international collaboration on green finance. In 2016, under the Chinese G20 Presidency, the G20 Green Finance

Study Group co-chaired by the People's Bank of China and the Bank of England was launched. In September 2016, seven options from the study group for developing green finance were written into the G20 Leaders' Hangzhou Communiqué. In July 2017, two more options were included in the G20 Hamburg Action Plan.

High-level policy signals sent by the G20 have inspired many economies to be more engaged in developing green finance, especially in the green bonds area. In 2016, the global issuance of green bonds recorded USD 92 billion, almost doubled from that in 2015. In 2017, the growth of global issuance of green bonds is expected to exceed 50%. In addition, more and more countries, such as France, Poland and Fiji, have issued sovereign green bonds.

Despite such progress, green finance accounted for only a small proportion of the total financing activities. Developing

Malgré ces progrès, la finance verte ne représente qu'une faible part des moyens de financement utilisés actuellement. Son développement se heurte à des barrières à l'entrée mais également à des obstacles institutionnels, identifiés par le groupe d'étude sur la finance verte du G20. Les expériences récentes de la Chine et d'autres pays montrent qu'il existe plusieurs solutions pour dépasser ces difficultés, notamment fournir de l'assistance technique auprès des pays souhaitant développer la finance verte, promouvoir la coopération internationale et renforcer le rôle des banques de développement multilatérales et des institutions publiques nationales. Les différentes expériences internationales montrent également que les obligations vertes peuvent représenter un instrument stratégique de financement de long terme des projets verts, et que ce potentiel pourrait être davantage exploité si les investisseurs avaient plus d'appétit pour les actifs verts. Plus d'efforts

pourraient ainsi être déployés pour encourager les investisseurs à investir davantage dans les actifs verts, ce qui donnerait de l'élan pour « verdir » le système financier dans son ensemble. ●

YI
Gang

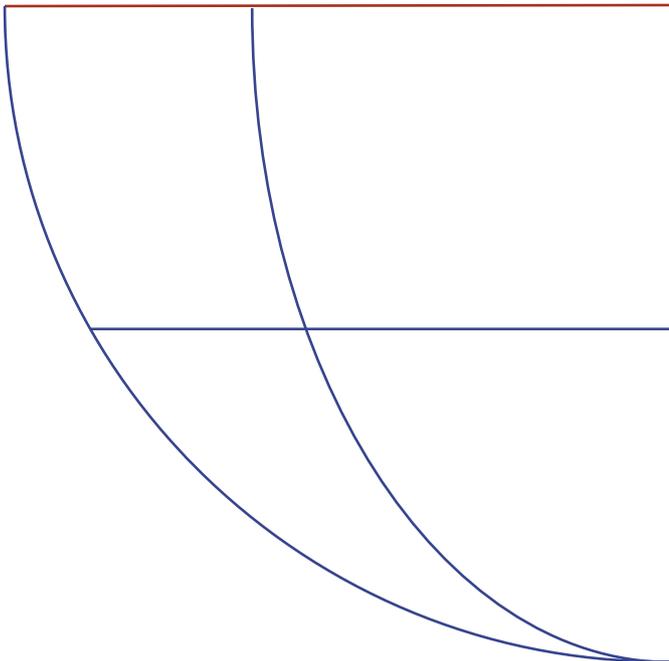
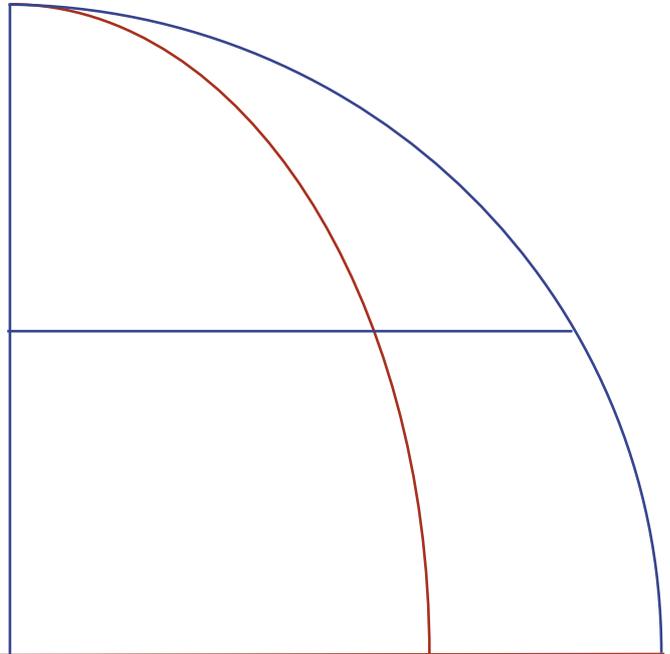


Gouverneur,
Banque Populaire de Chine

Governor,
People's Bank of China

green finance is still faced with institutional and market barriers as identified by the G20 Green Finance Study Group. Recent experiences from China and other countries suggest that several options are available to address these challenges, including providing technical assistance to countries interested in developing green finance, promoting international cooperation, and enhancing the role of Multilateral Development Banks and public entities. International experiences also indicate that green bond could be a very promising instrument for financing long-term green projects, and has huge potentials which could be better realized if investors are showing more appetite for green assets. More efforts could be devoted to encourage investors to invest more in green assets, adding momentum to the “greening” of the entire financial system. ●

Partie II
**La transparence
et le partage de
l'information au
cœur du travail
du Club de Paris**



Part II
**Transparency
and information
sharing at
the heart of
Paris Club work**

Les situations de surendettement rencontrées par certains pays à faible revenu ont révélé l'existence de dette cachée.

Les Principes opérationnels pour le financement soutenable du G20 ont permis de mettre en avant l'importance du partage d'informations et de la coopération entre les emprunteurs, les pays prêteurs et les institutions internationales. À cet égard, le Club de Paris joue un rôle déterminant en tant qu'enceinte clé de partage d'informations. Les représentants des pays membres discutent d'une manière franche et ouverte de la situation des pays emprunteurs et partagent sur une base réciproque leurs données respectives sur les créances qu'ils détiennent. Le partage d'informations vis-à-vis

d'acteurs tiers est également réalisé par le biais du site internet du Club de Paris. Pour répondre aux suggestions formulées par différents acteurs (notamment du monde universitaire ou des représentants de la société civile), le Secrétariat du Club de Paris travaille à l'amélioration de son site internet, afin d'enrichir la documentation relative aux activités du Club de Paris.

Au cours de l'année 2017, le Club de Paris a discuté de la question de la collecte des données de dette et la manière d'en renforcer l'efficacité ainsi que du respect de la mise en œuvre par tous des recommandations des institutions financières internationales sur les limites d'endettement. ●



Recent episodes of debt distress in low-income developing countries have highlighted the existence of undisclosed debts.

The G20 Operational Guidelines on Sustainable Financing provided a useful template to highlight the importance of information sharing and cooperation among borrowers, creditors, and International Institutions. The Paris Club plays a key role in that respect as a unique information sharing forum. Member representatives share views and information with each other on the situation of debtor countries and share data on their claims on a reciprocal

basis. Information sharing with Paris Club activities is also conveyed through the Paris Club website. Following comments from various stakeholders (including scholars and representatives from civil society), the Secretariat is working towards the enhancement of its website, to provide a clearer view of the Paris Club work.

On the issue of appropriate data collection, the Paris Club discussed throughout 2017 how to avoid data gaps but also how to ensure that International Financial Institutions recommendations on debt limits were respected and implemented adequately. ●

Depuis sa création, le Club de Paris est la principale enceinte internationale permanente de partage d'informations sur les prêts bilatéraux officiels et de restructuration de la dette bilatérale officielle. Il joue un rôle déterminant en accordant des allègements de dette, en recueillant auprès de ses membres des informations pertinentes sur la dette, en corrigeant les incohérences dans les données relatives à la dette officielle et en partageant des informations en temps utile. Les pays emprunteurs ont largement bénéficié de ces travaux, ainsi que le FMI et la Banque mondiale, qui les ont utilisés pour assurer une évaluation plus juste de la soutenabilité de la dette d'un emprunteur et adapter leurs conseils de politique générale.

La transparence des données sur la dette s'est récemment heurtée à des défis particuliers face à l'évolution du paysage des créanciers et des instruments de dette. Les pays en développement ont vu leur niveau d'endettement

augmenter fortement et ont diversifié leurs sources de financement, notamment en se tournant davantage vers des créanciers officiels non membres du Club de Paris pour contracter des prêts, sur lesquels des données consolidées fiables ne sont pas toujours disponibles. Parallèlement, un plus grand nombre de prêts hors budget ont été accordés, compromettant ainsi la capacité des emprunteurs à communiquer des données fiables, et les conditions des prêts octroyés ont été plus opaques, en particulier en ce qui concerne la collatéralisation de certains prêts sur des ressources naturelles ou sur d'autres sources de revenus.

Des cas récents où les données publiées sur la dette étaient incomplètes ont montré comment l'existence d'une dette cachée et de mauvaises surprises dans ce domaine peuvent nuire à la stabilité macroéconomique. La découverte d'une dette cachée peut conduire à une procédure judiciaire complexe et longue et compliquer

Contribution de Contribution from

Since its inception, the Paris Club has been the principal standing international forum for sharing information on official bilateral lending and for restructuring official bilateral debt. It has played a pivotal role in providing debt relief, collecting relevant debt information from its members, resolving inconsistencies in official debt data, and sharing information in a timely manner. Debtor countries have greatly benefited from this process, and it has significantly facilitated the work of the IMF and the World Bank, helping to ensure more accurate assessment of a borrower's debt sustainability and tailoring of policy advice.

The evolution of the creditor and instrument landscape has produced particular challenges for debt data transparency of late. Developing countries have seen their debt levels rise sharply and have diversified their

financing sources, including with a growing importance of non-Paris Club official lenders, for which accurate consolidated lending data is not always available. At the same time, more lending has been done off budget which challenges borrowers' ability to report, and there has been more opacity about lending terms, including with regards to collateralization of natural resources and other revenue streams.

Recent cases where debt data disclosure was inadequate have illustrated the way in which hidden debt and unfavorable debt surprises can undermine macroeconomic stability. Hidden debt can lead to complex and protracted legal proceedings, complicate efforts to coordinate debt restructurings, and more broadly complicate efforts by the IMF to help resolve the affected countries' macroeconomic challenges.

les efforts visant à coordonner les restructurations de dette et, plus généralement, ceux déployés par le FMI pour aider les pays concernés à résoudre leurs difficultés macroéconomiques.

Cette situation révèle la nécessité tant pour les emprunteurs que pour les créanciers de prendre des mesures urgentes et concrètes afin de renforcer la transparence des données sur la dette et d'améliorer leur diffusion. Compte tenu du rôle historique du Club de Paris dans ce domaine, le FMI se félicite de son élargissement récent, de ses efforts continus de coordination avec d'autres créanciers en les encourageant à participer à ses travaux. Les créanciers non membres du Club de Paris pourraient également tirer parti de l'expérience des membres du Club en matière de procédures de coordination internes, à savoir la manière dont ils recueillent des données auprès de chaque organisme officiel détenant des créances dans leur pays et assurent la coordination entre ces entités.

Le FMI se réjouit de la poursuite d'une coopération fructueuse avec le Club de Paris sur les questions liées à la transparence des données et continuera de travailler avec les emprunteurs pour améliorer la communication de données sur la dette publique. Le FMI se félicite de l'élargissement du Forum de Paris car il permettra d'attirer davantage l'attention sur les problèmes liés à la dette, notamment la transparence des données. Compte tenu de son rôle moteur dans la défense des principes de transparence et de partage d'informations et dans la mise en place d'un cadre de dialogue pour la coordination des créanciers, le Club de Paris dispose d'une position privilégiée pour faire avancer ces enjeux prioritaires. ●

Martin Mühleisen



Directeur du département de la Stratégie, des Politiques et de l'Évaluation (SPR), Fonds Monétaire International

Director of the Strategy, Policy, and Review Department (SPR), International Monetary Fund

All of this points to a need for urgent and concrete actions by both debtors and creditors to strengthen debt data transparency and improve its dissemination. Given the Paris Club's historic role in this area, the IMF welcomes its recent expansion, the Club's continued effort to coordinate with other creditors, and its invitation to such creditors to participate more fully in the Club. Non-Paris Club creditors could also learn from the experience of Club members with their internal coordination procedures; that is, how they collect data from and coordinate the individual official creditor entities within their jurisdictions.

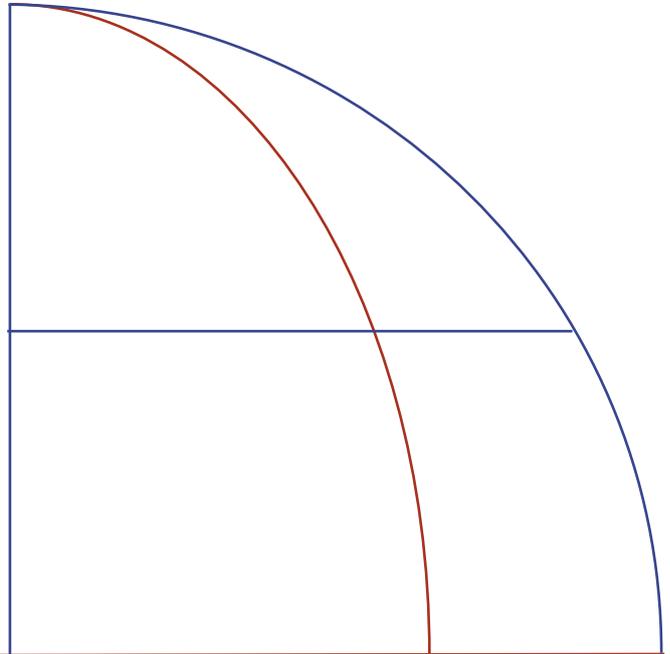
The IMF looks forward to continued fruitful cooperation with the Paris Club on data transparency issues and will continue to work with borrowers to enhance public debt reporting. The IMF welcomes the expansion of the

Paris Forum as a way to draw greater attention to debt issues, including debt data transparency. The Paris Club's leadership role in advocating principles for transparency and information sharing, and in providing a platform for creditor coordination, makes it uniquely positioned to help press this agenda going forward. ●

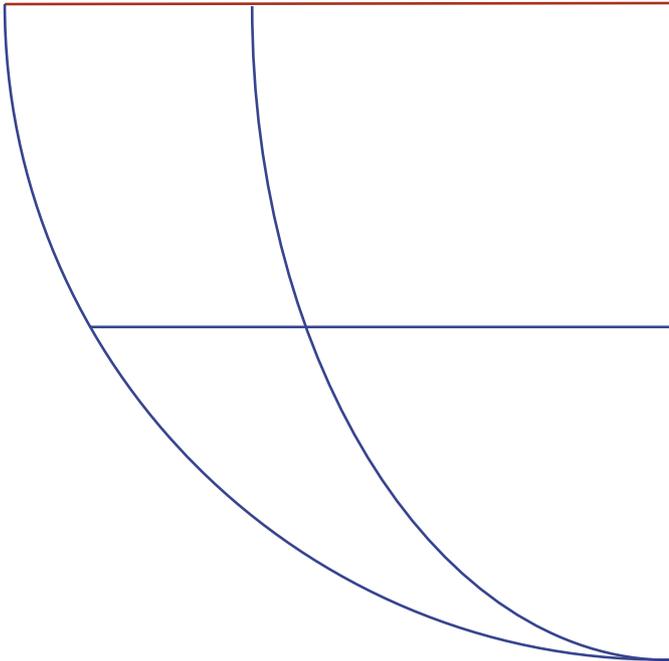




Partie III
**Le Club de Paris
s'engage avec
le secteur privé
dans la promotion
d'un financement
durable**



Part III
**The Paris Club
engages with the
private sector
to promote
sustainable
financing**



Le nombre croissant de créanciers et d'instruments de financement façonne le nouveau paysage de la dette internationale et renforce la nécessité pour tous les créanciers de s'assurer que leur engagement est adéquat, cohérent et transparent, et permet aux pays en développement de faire face à leur besoin de financement d'une manière soutenable. Les épisodes de surendettement rencontrés au Mozambique, au Congo et au Tchad sont autant d'exemples des risques engendrés par certaines pratiques de financement – comme le manque de transparence ou la complexité de certains financements – sur la soutenabilité de la dette souveraine, et in fine sur le développement des pays.

Compte tenu de la croissance de l'endettement public et des vulnérabilités qui y sont associées dans les pays à faible revenu, la communauté internationale s'est donnée pour priorité la résolution de problèmes d'endettement et la prévention de l'accumulation de stock de dette. Les

créanciers privés – qui détiennent désormais une part élevée de cette dette – et publics ont un rôle significatif à jouer pour assurer la soutenabilité des financements qu'ils accordent.

Le dialogue avec l'Institut de Finance Internationale (IIF) est le principal canal d'interaction du Club de Paris avec les créanciers privés depuis plus d'une décennie. La dynamique actuelle sur la transparence des données de dette et le financement soutenable sont deux sujets qui bénéficient du dialogue entre créanciers officiels et privés, et le Club de Paris continuera de travailler sur ces sujets en 2018 avec l'IIF, avec l'objectif que l'ensemble des créanciers mettent en œuvre des pratiques de financement soutenable. ●



The growing number of stakeholders and debt instruments in the landscape of sovereign debt emphasizes the need for all lenders to ensure that their engagement is adequate, consistent and transparent in order to meet financing needs in a sustainable way. The recent episodes of debt distress in Mozambique, Congo and Chad, reveal how unsustainable practices – including but not restricted to opaque or complex financial schemes – may imperil debt sustainability and thus the development of a country.

Considering the rise of debt burdens and vulnerabilities in LICs, addressing debt issues to better contain debt accumulation is a priority for the international community. As major lenders, and alongside official creditors, private creditors have a role to play in providing financing in a manner that is consistent with debt sustainability.

The dialogue with the Institute of International Finance (IIF) has been the main forum for Paris Club engagement with private creditors for more than a decade. The current momentum on debt data transparency and on sustainable lending and borrowing is an issue that clearly benefits from this inter-creditor dialogue, and the Paris Club will continue working with the IIF on that issue in 2018 with the objective that all creditors adopt sustainable lending practices. ●

Depuis sa création il y a 36 ans, l'Institut de Finance Internationale (IIF), une importante association d'établissements du secteur financier qui compte près de 480 membres dans 75 pays, ne cesse d'encourager le financement soutenable dans les pays émergents et dans les pays en développement. La communication d'informations et de données en temps opportun est primordiale pour le développement durable du marché de la dette souveraine des pays émergents, et l'IIF a joué un rôle moteur dans la promotion de la transparence des données sur les marchés de la dette souveraine. En disposant d'informations suffisantes, les acteurs du marché sont en mesure de fixer le prix du risque souverain de manière adéquate et contribuent ainsi à éviter une situation de surendettement susceptible d'entraîner une crise de la dette. Depuis la crise financière mexicaine survenue au milieu des années 1990, il est apparu que l'absence de données suffisantes constitue un point de vulnérabilité majeur dans toutes les crises financières.

La première version des meilleures pratiques en matière de diffusion de données de l'IIF, établie en 1995, a précédé et inspiré l'élaboration de la Norme Spéciale de Diffusion des Données du FMI (NSDD). Depuis 2005, l'IIF publie chaque année une évaluation des pratiques relatives aux relations entre États et investisseurs et à la transparence de données des pays des marchés émergents les plus actifs en matière de dette souveraine. Ces évaluations reposent sur les relations avec les investisseurs ainsi que sur un indice mesurant la transparence des données. Cet indice, établi par l'IIF en consultation avec les investisseurs, est construit à partir de 20 critères liés aux relations avec les investisseurs et 23 critères liés à la transparence des données. Les services de l'IIF suivent régulièrement l'évolution des pratiques dans ces deux domaines pour 39 grands pays en développement émetteurs. Depuis 2009, ce rapport est publié dans le cadre du *Report on implementation by the Principles Consultative Group* (rapport du groupe consultatif sur la mise en œuvre des Principes).

Contribution de Contribution from

The Institute of International Finance (IIF) – a leading financial industry association with nearly 480 members in 75 countries – has deep roots in promoting sustainable financing in emerging markets and developing countries, dating back to its founding 36 years ago. Timely disclosure of information and data has been very important to the sustainable development of the emerging market (EM) sovereign debt market and the IIF has been at the forefront of encouraging data transparency in sovereign debt markets. Adequate information allows market participants to price sovereign risk appropriately, helping to avoid over-borrowing that can lead to debt crisis. Starting with the Mexican financial crisis in mid-1990s, lack of sufficient data has been recognized as a key area of weakness in every subsequent financial crisis.

The original IIF data dissemination best practices, established in 1995, predated and influenced the

establishment of the IMF's Special Data Dissemination Standard (SDDS). Since 2005, the IIF has published an annual assessment of sovereign investor relations and data transparency practices by the most active emerging and frontier market borrowing countries. The assessments are based on the investor relations and data transparency index developed by the IIF, in consultation with investors, comprising 20 investor relations criteria and 23 data transparency criteria. IIF staff regularly monitor the investor relations and data transparency practices of 39 major developing country issuers. Since 2009, the report has been published as a subsection of the Report on Implementation by the Principles Consultative Group.

While market practices have evolved, leading to greater disclosure of debt information by many market participants, gaps remain. For example, there are areas of opacity in sovereign lending: 1) bilateral sovereign lending by

Malgré l'évolution des pratiques de marché tendant vers une meilleure communication des informations sur la dette de la part d'un grand nombre d'acteurs, des lacunes subsistent. Ainsi, le crédit souverain comporte des zones d'opacité : 1) les prêts souverains bilatéraux octroyés par des créanciers officiels émergents ; 2) les emprunts quasi souverains, y compris les emprunts contractés par des entreprises publiques avec une garantie souveraine implicite ou explicite ; 3) les titres d'emprunt placés auprès d'investisseurs privés. Depuis 17 ans, l'IIF et le Club de Paris organisent conjointement une réunion annuelle regroupant des représentants des créanciers des secteurs public et privé ainsi que des délégués du FMI et de la Banque mondiale pour permettre des discussions franches et ouvertes sur la prévention, la gestion et la résolution des crises de dette souveraine. Au cours de la réunion qui s'est tenue en 2017, les participants ont examiné plus particulièrement la question du financement soutenable, à la lumière de

la hausse rapide de l'endettement de certains pays en développement observée au cours de ces dernières années. Ces échanges de vues devraient se poursuivre lors de la réunion qui se tiendra en 2018, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler aux côtés des créanciers officiels au renforcement de la transparence et de l'efficacité des marchés de la dette souveraine. ●

Hung Tran



Directeur Général,
Institut de Finance
Internationale (IIF)

Executive Managing Director,
Institute of International
Finance (IIF)

emerging official creditors 2) quasi-sovereign lending, including extension of credit to state-owned entities with implicit or explicit sovereign guarantee 3) privately placed debt. For the last 17 years, the IIF and the Paris Club have jointly organized an annual meeting between the representatives of the public and private sector creditors as well as representatives from the IMF and the World Bank to exchange views on sovereign debt crisis prevention, management and resolution. During the 2017 IIF-Paris Club meeting, participants focused on the issue of sustainable financing in light of the rapid build-up in debt levels in certain developing countries in the last few years. Discussions are to continue at the 2018 annual meeting and we look forward to collaborating with the official creditors to increase the transparency and efficiency of sovereign debt markets. ●

Partie IV
**Première
conférence
régionale du
Forum de Paris
en Namibie : un
nouveau format
pour promouvoir
les bonnes
pratiques**



Part IV
**First regional
conference of
the Paris Forum
in Namibia:
a new format
to promote good
practices**

En 2017, le Forum de Paris a décidé de poursuivre son action auprès des pays emprunteurs en organisant des conférences régionales sur des thématiques spécifiques à certaines régions du monde, afin de discuter des problématiques de dette de ces régions.

La première conférence régionale du Forum de Paris, en Namibie, a rassemblé plus de dix pays prêteurs et emprunteurs et six organisations internationales.

Cet évènement, co-organisé avec le soutien du Ministère des Finances namibien et de l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI), avait pour objectif de permettre des discussions ciblées sur les moyens de s'assurer d'un financement soutenable du développement et d'améliorer la gestion de la dette.

Les participants ont mis en avant les enjeux liés à l'accroissement récent et rapide de l'endettement public en Afrique Sub-saharienne. Cette hausse est associée

à une dégradation du solde budgétaire, une baisse de la croissance économique, des politiques budgétaires procycliques et des taux d'intérêt faibles, propices aux émissions obligataires. Les participants ont cité comme sources d'inquiétude les risques de liquidité, de refinancement et de change, certains pays et organisations internationales mettant en avant les bienfaits d'un accès accru au marché domestique, afin de réduire les risques de change.

Les participants ont par ailleurs souligné l'importance que revêtent la transparence et le dialogue entre les différents acteurs concernés, afin de s'assurer de la soutenabilité de la dette. Les risques potentiels des engagements contingents, notamment les partenariats publics privés et les entreprises publiques sur la trajectoire de soutenabilité de la dette ont en particulier été discutés. Les participants ont également insisté sur la nécessité de mettre en place une gestion des finances publiques saine ainsi que des politiques macroéconomiques robustes grâce à un renforcement des capacités. ●



In 2017, the Paris Forum decided to increase its outreach towards borrowing countries with the organization of dedicated regional conferences aimed at targeting specific areas of the world to discuss relevant debt issues.

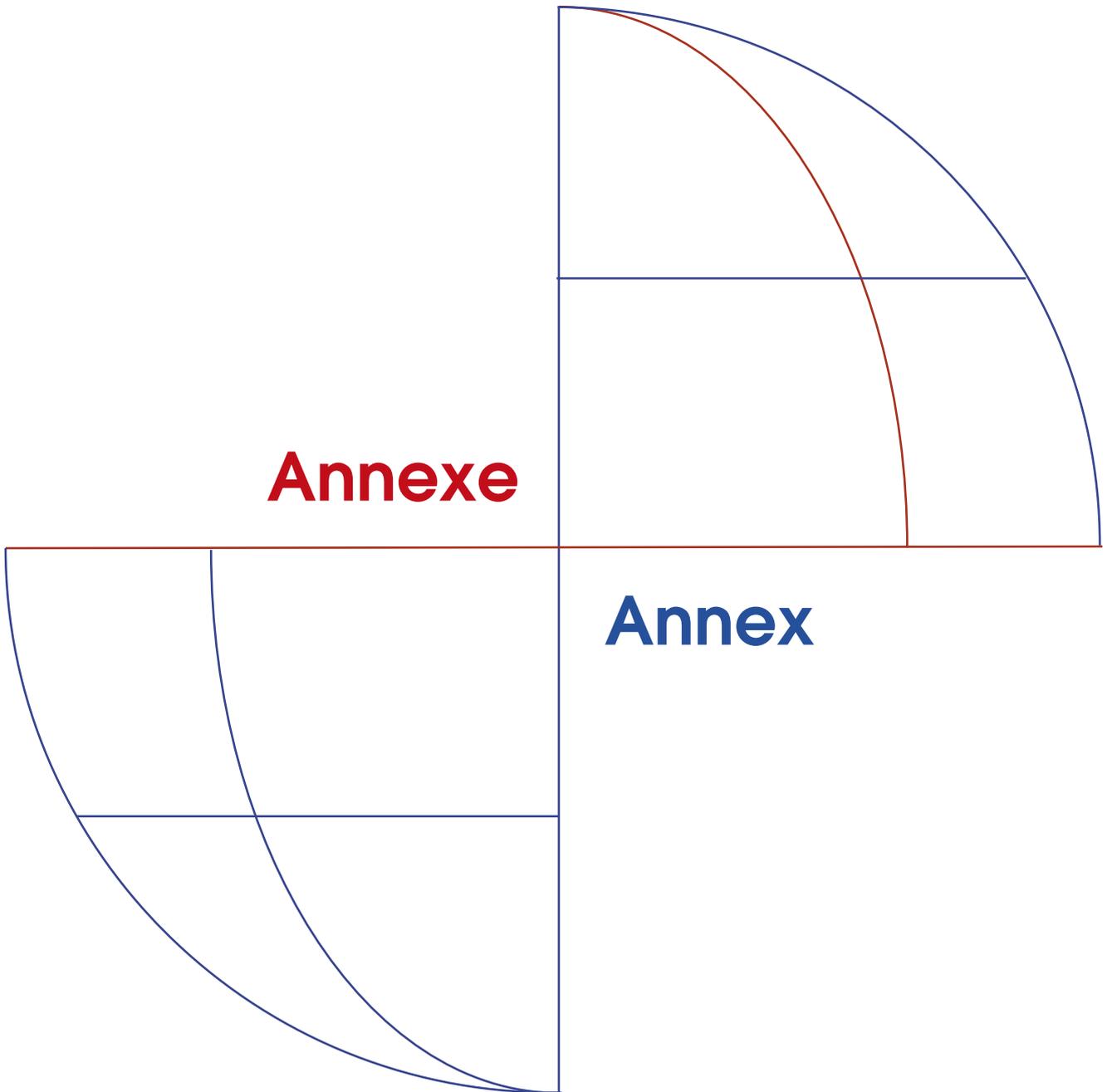
The first regional conference of the Paris Forum in Namibia gathered more than ten borrowing and lending countries and six international institutions.

This event, co-organized with the support of the Ministry of Finance of Namibia and the Collaborative Africa Budget Reform Initiative (CABRI), was aimed at fostering discussions on ways to ensure sustainable financing for development in Southern Africa and to improve debt management.

Participants highlighted the challenges raised by the recent and rapid increase in public debt in Sub-Saharan African countries. This increase was primarily driven by rising

fiscal deficits, slowing growth, pro-cyclical fiscal policies, and an accommodative interest rate environment to issue bonds. Participants indicated that liquidity, refinancing, and currency risks are a major source of concern and some countries and institutions indicated that they were in favor of deepening local market access, in particular to mitigate risks associated with foreign currency volatility.

Participants also stressed the importance of promoting more transparency and dialogue between stakeholders in order to ensure debt sustainability. In particular, participants raised awareness on the potential impact of contingent liabilities, especially through public-private partnerships and state-owned enterprises. They also stressed the necessity of a sound public financial management, capacity building and robust macroeconomic policies. ●



Montants dus aux pays créanciers membres du Club de Paris par les emprunteurs souverains et autres emprunteurs publics étrangers au 31 décembre 2017

Le tableau ci-après recense les montants dus au Club de Paris par les emprunteurs souverains et autres emprunteurs publics étrangers au 31 décembre 2017.

Ces créances sont détenues par les États membres du Club de Paris, soit directement, soit à travers leurs organismes officiels (notamment les agences de crédit-export et les agences d'aide publique au développement).

Ce tableau contient des données détaillées qui couvrent tous les types de créances détenues par les membres du Club de Paris sur l'ensemble des emprunteurs souverains et autres emprunteurs publics étrangers. Il regroupe par conséquent des catégories très différentes d'emprunteurs publics, dont environ la moitié n'a jamais rencontré de difficultés pour servir leur dette à l'égard des créanciers du Club de Paris. Seulement quatre-vingt-dix pays listés dans le tableau ont négocié un accord avec le Club de Paris à un moment ou à un autre dans le passé. La plupart

des pays mentionnés dans le tableau ont une très faible probabilité de demander au Club de Paris un allègement de dette dans le futur, compte tenu de leurs perspectives macroéconomiques actuelles.

Les encours sont agrégés au niveau de chaque pays emprunteur. Les créances qui relèvent de l'Aide publique au développement (APD) et celles qui ne relèvent pas de l'Aide publique au développement (NAPD) sont indiquées séparément.

Le montant total des créances du Club de Paris, hors intérêt de retard, s'élève à 313,08 milliards de dollars, dont 163,42 milliards de dollars de créances d'APD et 149,67 milliards de dollars de créances non APD.

Les créanciers du Club de Paris détiennent 302,23 milliards de dollars en créances sur les pays non-PPTE.

Certains montants pour lesquels les créanciers du Club de Paris ont décidé d'accorder un allègement de dette de 100 % peuvent encore apparaître dans ce tableau pour des raisons techniques, notamment les délais de signature des accords bilatéraux de mise en œuvre des accords du Club de Paris. Il s'agit en particulier des créances sur les pays éligibles à l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). ●

Amounts due to Paris Club creditor countries by foreign sovereign and other public debtors as of 31 December 2017

The table hereafter aggregates the amounts due to the Paris Club from sovereign and other public debtors as of 31 December 2017.

These claims are held by Paris Club member States directly, or through their appropriate institutions (especially export credit agencies or official development aid agencies) on behalf of the member States.

The table contains comprehensive data that cover the full range of claims held by Paris Club members on sovereign countries and public entities. It therefore encompasses very different categories of debtors, around half of which have always fully serviced their debt due to Paris Club members. Ninety of the debtor countries listed in the table have negotiated an agreement with the Paris Club at some time in the past. Most of the countries listed below are

very unlikely to request debt relief in the future given their current macroeconomic prospects.

The stock of claims is aggregated at a debtor country level. Official Development Assistance (ODA) claims and non-Official Development Assistance (NODA) claims are indicated separately.

The total of Paris Club claims, excluding late interest, amounts to USD 313.08 billion of which USD 163.42 billion represents ODA claims and USD 149.67 billion represents non-Official Development Assistance claims.

Paris Club creditors hold USD 302.23 billion in claims on non-HIPC countries.

Some amounts on which Paris Club creditors decided to provide debt relief may still appear in this table for technical reasons, especially delays in the signing of bilateral agreements implementing Paris Club agreements, in particular claims on countries eligible for the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) initiative. ●

Créances du Club de Paris

au 31 décembre 2017, hors intérêts de retard (en millions de dollars)

Paris Club's claims

as of 31 December 2017, excluding late interest (in USD million)

APD : Aide Publique au Développement / **ODA**: Official Development Assistance
NAPD : non consenties aux conditions de l'APD / **NODA**: Non-Official Development Assistance

Debtor countries/ Pays débiteurs	ODA/ APD	NODA/ NAPD	TOTAL
Afghanistan / Afghanistan	2	1 294	1 295
Albania / Albanie	539	19	558
Algeria / Algérie	504	1	504
Angola / Angola	485	1 190	1 675
Antigua and Barbuda / Antigua-et-Barbuda	3	121	124
Argentina / Argentine	586	4 886	5 471
Armenia / Arménie	511	40	550
Azerbaijan / Azerbaïdjan	837	212	1 049
Bangladesh / Bangladesh	4 507	784	5 291
Barbados / Barbade	1	-	1
Belarus / Biélorussie	23	7 314	7 337
Belize / Belize	-	-	-
Benin / Bénin	17	15	32
Bolivia / Bolivie	248	2	250
Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine	266	397	663
Botswana / Botswana	23	-	23
Bulgaria / Bulgarie	179	37	217
Burkina Faso / Burkina Faso	197	0	197
Burundi / Burundi	-	-	-
Cambodia / Cambodge	1 127	1 398	2 525
Cameroon / Cameroun	861	122	983
Cape Verde / Cap Vert	151	60	211
Central African Republic / République Centrafricaine	-	2	2
Chad / Tchad	48	6	54
Chile / Chili	89	-	89
China / Chine	14 354	883	15 238
Colombia / Colombie	1 724	292	2 016
Comoros / Comores	-	3	3
Congo, Democratic Republic of the / République démocratique du Congo	21	48	69
Congo, Republic of the / République du Congo	31	304	335
Costa Rica / Costa Rica	276	-	276
Côte d'Ivoire / Côte d'Ivoire	230	79	309
Croatia / Croatie	24	-	24
Cuba / Cuba	203	5 475	5 678
Cyprus / Chypre	-	2 998	2 998
Czech Republic / République Tchèque	-	20	20
Djibouti / Djibouti	95	17	112
Dominica / Dominique	27	10	37

Debtor countries/ Pays débiteurs	ODA/ APD	NODA/ NAPD	TOTAL
Dominican Republic / République Dominicaine	729	18	748
Ecuador / Equateur	535	237	772
Egypt / Egypte	7 671	325	7 996
El Salvador / Salvador	321	-	321
Equatorial Guinea / Guinée Equatoriale	-	20	20
Eritrea / Erythrée	91	-	91
Ethiopia / Ethiopie	394	246	641
Fiji / Fidji	6	-	6
Gabon / Gabon	316	329	645
Gambia / Gambie	1	4	5
Georgia / Géorgie	448	71	519
Ghana / Ghana	924	374	1 298
Greece / Grèce	-	61 556	61 556
Grenada / Grenade	4	5	9
Guatemala / Guatemala	186	-	186
Guinea / Guinée	43	198	241
Guinea-Bissau / Guinée-Bissau	10	64	74
Guyana / Guyana	4	-	4
Haiti / Haïti	-	-	-
Honduras / Honduras	233	92	325
Hungary / Hongrie	-	252	252
Iceland / Islande	-	-	-
India / Inde	20 440	3 597	24 037
Indonesia / Indonésie	16 871	2 754	19 625
Iran / Iran	38	165	203
Iraq / Irak	3 356	8 414	11 770
Jamaica / Jamaïque	69	4	73
Jordan / Jordanie	2 551	71	2 622
Kazakhstan / Kazakhstan	520	-	520
Kenya / Kenya	2 291	279	2 570
Korea, Democratic People's Republic of / République populaire démocratique de Corée	71	2 274	2 345
Kyrgyzstan / Kirghizstan	356	254	611
Laos / Laos	387	325	712
Latvia / Lettonie	2	-	2
Lebanon / Liban	327	16	343
Lesotho / Lesotho	6	-	6
Liberia / Liberia	-	-	-
Libya / Libye	-	4 547	4 547

Debtor countries/ Pays débiteurs	ODA/ APD	NODA/ NAPD	TOTAL
Macedonia, the former Yugoslav Republic of / Macédoine, ex République yougoslave de	100	-	100
Madagascar / Madagascar	90	71	161
Malawi / Malawi	2	6	8
Malaysia / Malaisie	1 963	-	1 963
Maldives / Maldives	43	-	43
Mali / Mali	219	-	219
Malta / Malte	0	-	0
Mauritania / Mauritanie	132	118	250
Mauritius / Maurice	306	-	306
Mexico / Mexique	1 518	37	1 555
Moldova / Moldavie	91	66	157
Mongolia / Mongolie	1 266	14	1 280
Montenegro / Monténégro	23	92	115
Morocco / Maroc	5 431	281	5 712
Mozambique / Mozambique	683	142	825
Myanmar / Myanmar	2 447	1 332	3 779
Namibia / Namibie	145	-	145
Nepal / Népal	238	-	238
Nicaragua / Nicaragua	275	92	367
Niger / Niger	125	0	125
Nigeria / Nigeria	361	7	367
Oman / Oman	-	256	256
Pakistan / Pakistan	8 695	2 559	11 254
Panama / Panama	178	-	178
Papua New Guinea / Papouasie Nouvelle Guinée	138	-	138
Paraguay / Paraguay	192	30	221
Peru / Pérou	769	18	787
Philippines / Philippines	7 542	190	7 732
Poland / Pologne	7	1 478	1 485
Portugal / Portugal	-	-	-
Romania / Roumanie	486	-	486
Rwanda / Rwanda	9	57	66
Saint Kitts and Nevis / Saint-Christophe-et-Niévès	2	-	2
Saint Lucia / Sainte Lucie	4	-	4
Saint Vincent and the Grenadines / Saint-Vincent-et-les-Grenadines	4	-	4
Sao Tome and Principe / Sao Tomé-et-Principe	1	16	17
Saudi Arabia / Arabie Saoudite	-	1 465	1 465
Senegal / Sénégal	916	124	1 040

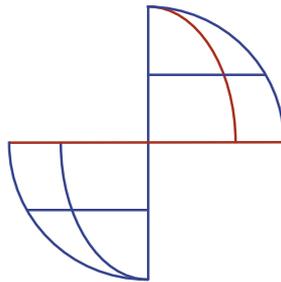
Debtor countries/ Pays débiteurs	ODA/ APD	NODA/ NAPD	TOTAL
Serbia / Serbie	305	1 847	2 152
Seychelles / Seychelles	34	19	53
Sierra Leone / Sierra Leone	16	-	16
Slovakia / Slovaquie	36	-	36
Slovenia / Slovénie	-	-	-
Somalia / Somalie	432	1 067	1 500
South Africa / Afrique du Sud	837	173	1 011
Sri Lanka / Sri Lanka	4 409	240	4 649
Sudan / Soudan	872	3 116	3 987
Surinam / Suriname	45	-	45
Swaziland / Swaziland	46	-	46
Syria / Syrie	974	310	1 285
Tajikistan / Tadjikistan	51	292	343
Tanzania / Tanzanie	838	273	1 110
Thailand / Thaïlande	3 921	-	3 921
Togo / Togo	11	-	11
Tonga / Tonga	-	-	-
Trinidad and Tobago / Trinité-et-Tobago	-	55	55
Tunisia / Tunisie	2 901	19	2 921
Turkey / Turquie	4 081	442	4 522
Turkmenistan / Turkménistan	19	2 766	2 785
Uganda / Ouganda	264	105	369
Ukraine / Ukraine	913	4 042	4 955
United Arab Emirates / Emirats arabes unis	-	1 519	1 519
Uruguay / Uruguay	52	-	52
Uzbekistan / Ouzbékistan	1 370	225	1 595
Vanuatu / Vanuatu	65	-	65
Venezuela / Venezuela	66	5 770	5 836
Vietnam / Vietnam	17 117	1 816	18 933
Yemen / Yémen	452	1 148	1 599
Zambia / Zambie	128	23	151
Zimbabwe / Zimbabwe	1 127	770	1 896
Other countries / Autres pays	246	661	907
TOTAL GENERAL	163 418	149 666	313 084

NOTICE LÉGALE

Les informations contenues dans ce rapport sont fournies en l'état, sans garanties explicites ou implicites, y compris, sans que cette liste soit limitative, de qualité marchande, d'aptitude à un usage particulier ou de non-violation de droits.

L'information contenue dans ce rapport est fournie à titre indicatif. Bien que tous les efforts aient été faits pour que l'information présentée soit la plus exacte possible, elle ne constitue pas un document de référence.

Le Club de Paris n'est pas responsable des pertes et dommages liés à l'utilisation de ce rapport, y compris, et sans que cette liste soit limitative, les dommages directs, indirects, secondaires, spéciaux ou résultant des circonstances, même s'il a été informé du risque de tels dommages.

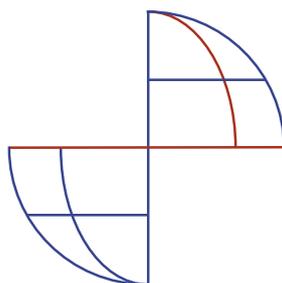


DISCLAIMERS

The information contained in this report is provided “as is” and without warranty of any kind, either expressed or implied, including, without limitation, warranties of marketability, fitness for a particular purpose, and non-infringement.

This annual report is for informative purposes only. Although every effort has been made to ensure the accuracy of the information provided in this document, it does not constitute a document of record.

The Paris Club shall not be liable for any losses or damages incurred or suffered in connection with this report, including, without limitation, any direct, indirect, incidental, special, or consequential damages, even if the Paris Club has been advised of the possibility of such damages.



**Vous pouvez contacter
le secrétariat du Club de Paris :**

Secrétariat du Club de Paris
Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
Télédoc 551
75572 Paris Cedex 12
France

Site Internet du Paris Club:
<http://www.clubdeparis.org>

**Contact the Paris Club
secretariat at:**

Secrétariat du Club de Paris
Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
Télédoc 551
75572 Paris Cedex 12
France

More information is available
on the Paris Club website:
<http://www.clubdeparis.org>